

L'OUVRIER MÉTALLURGIQUE

organe mensuel

de la fédération française des syndicats professionnels de la métallurgie
et parties similaires (C.F.T.C.)

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges — PARIS (9°)

Soyons fiers
de notre titre.
C'est lui que
demain la clas-
se ouvrière
ralliera.

L'ordre social nouveau

par Jean Pérès

Il pourrait sembler à certains que ce titre, placé ici, à un moment où le désordre dans le domaine social paraît augmenter, est une ironie, et cependant, c'est à dessein que j'inscris : « l'ordre social nouveau ».

Beaucoup de personnes utilisent actuellement cette expression sans toutefois réaliser pleinement son sens. Je voudrais, à l'intention de nos Camarades, dire ce qui nous paraît en être le principal caractère.

Avant Juin 1936

Le SALAIRE, élément vital de la famille ouvrière, était fixe, neuf fois sur dix, par le contrat individuel de travail. Ce dernier, régi légalement par les articles 19 et suivants du Code du Travail, était conclu entre deux personnes qui, théoriquement, étaient censées être, au moment de la discussion du contrat, sur un pied d'égalité.

En fait, il n'en était rien, car le travail : patron, chef d'entreprise ou son représentant, et d'un autre côté celui qui cherchait à employer ses connaissances intellectuelles ou manuelles. Pour le premier, sa force résidait dans les connaissances générales, les relations, et surtout dans l'argent, ce qui lui permettait d'attendre...

Pour le second, au contraire, nécessité coûte que coûte de gagner un salaire, même insuffisant. La faiblesse primordiale du travailleur isolé tient dans cette impossibilité absolue dans laquelle il est, sauf de très rares exceptions, de pouvoir attendre des conditions de travail, surtout de salaire, conformes à ce qu'il estime être la justice.

En fait, ce régime du contrat individuel plaçait l'ouvrier faible et isolé dans un tel état d'infériorité vis-à-vis de l'employeur, que c'était ce dernier qui, 9 fois sur 10 dictait les conditions générales, salaire y compris, dans lesquelles s'effectuait le travail.

Que de fois, au moment de l'embauche, n'avons-nous pas eu l'occasion de nous entendre dire : « Combien voulez-vous gagner ? » et comme nous répondions par une formule vague, — nous ne voulions pas compromettre nos possibilités d'engagement — on nous disait : « Eh bien ! C'est entendu, vous commencerez à telle date, et nous régulariserons cela sur place ! » Le plus souvent, nous connaissions seulement le taux de notre salaire, lorsque, à la fin de la semaine, ou de la quinzaine, on nous communiquait notre fiche de paie !

Après Juin 1936

Des efforts avaient été tentés avant cette date pour redresser cette situation, et déjà en mars 1919, le législateur avait, par une première loi sur le Contrat Collectif, essayé de substituer à la discussion « d'homme à homme » celle d'organisation ouvrière à organisation patronale.

Malgré les multiples efforts tentés, notamment par les organisations de la C.F.T.C. au cours des années qui s'écoulèrent de 1919 à 1936, aucune amélioration sensible n'avait été apportée à cette première loi sur le Contrat Collectif de Travail.

Il a fallu les événements de juin 1936, exprimant le mécontentement de notre classe ouvrière meurtrie par cinq années de crise économique et de chômage partiel ou total, pour obtenir des pouvoirs publics une nouvelle loi sur le contrat collectif de travail d'un caractère mieux adapté aux nécessités actuelles.

Depuis toujours, la C.F.T.C. a inscrit parmi ses revendications essentielles, et travaillé pour la faire aboutir : la Convention Collective de Travail et, comme institution destinée à l'élaborer : la Commission mixte.

Le plan de la C.F.T.C., sorti de presse le 15 janvier 1936, réclame comme moyen destiné à mettre de l'ordre dans la profession : « L'ORGANISATION LEGALE DE COMMISSIONS MIXTES, LA CONCLUSION OBLIGATOIRE DE CONVENTIONS COLLECTIVES,

ET L'INSTITUTION DE LA CONCILIATION ET DE L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE ». (1)

La loi de juin 1936 est venue donner satisfaction à cette revendication. Depuis, la procédure normale a suivi son cours, et, à l'heure actuelle, la plupart des professions se trouvent dotées de Conventions Collectives, dont la conception et la rédaction a été le fruit non pas des patrons seuls, imposant leur point de vue ou des ouvriers le réclamant par la force et la violence, mais le résultat de discussions où les représentants de chacune des parties ont pu exprimer leur point de vue.

Au lieu d'un ouvrier seul, se présentant à la porte de l'usine pour prendre connaissance d'un règlement d'atelier, rédigé et imposé par le patron, ce sont LES DÉLEGUÉS DES SYNDICATS OUVRIERS qui se substituent au travailleur et deviennent son porte-parole. Ils se trouvent dans une position d'indépendance totale vis-à-vis des délégués patronaux, et disposent, par conséquent, de tous les moyens nécessaires pour obtenir le respect de la justice dans l'élaboration de la Convention Collective.

Pourquoi le désordre actuel ?

Ce changement, radical, dans les relations du Capital et du Travail, aurait dû être préparé par un effort de longue haleine, au cours duquel les deux parties se seraient familiarisées avec l'idée de l'institution nouvelle et ses modalités de réalisation.

(Voir la suite page 2.)

VINGT ANS D'ACTION SYNDICALE EN BANLIEUE ROUGE

Le dimanche 25 avril se tenait à Puteaux le Congrès régional des Syndicats chrétiens de la Seine (Nord-Ouest).

Ce Congrès était la consécration de vingt années d'action syndicale commencées par notre président fédéral Charlemagne Broutin au cours de la guerre et continuées par notre vice-président Lucien Léonard, l'actuel secrétaire général des Syndicats Ouvriers de la région parisienne.

Au cours de la messe célébrée en l'église de Puteaux, M. l'abbé De-louvrier, curé de la paroisse, dit la nécessité de l'union ouvrière et rappela cette phrase de l'Evangile du jour : « L'ouvrier a droit à son salaire ».

Eut lieu ensuite la cérémonie de l'offrande du Travail, présentée par les Jockistes. Ceux-ci défilèrent devant l'autel, les préjocistes apportant leur œuvre d'écoliers, charpentiers avec leurs rabots et leurs scies, « métallos » avec leurs marteaux, leurs pieds à coulisse, leurs burins, employés avec leurs cartables, leurs porte-plumes, leurs buvards, couturières offrant un corporal brodé d'hier, employés des maisons de parfumerie, si nombreuses à Puteaux...

A 10 h. 30, près de 400 militants se réunirent dans la salle de l'Union Ouvrière Catholique de Puteaux où notre ami Lucien Léonard souhaita la bienvenue aux congressistes.

Prit ensuite la parole Maurice Lefort, président du secteur d'Asnières, qui établit sur l'activité des sections locales un rapport précis.

(Voir la suite page 2.)

L'APPEL A L'UNION DU CARDINAL VERDIER

Donc l'archevêque de Paris a parlé. Les directives qu'il a données avaient un sens précis de pacification nécessaire et d'indispensable unité au sein des catholiques eux-mêmes.

Nous ne reviendrons point sur le texte même du communiqué du Cardinal Verdier. Nos amis auront pu le lire dans leur journal habituel...

Certains en ont donné des extraits sans commentaires.

D'autres plus rares ont analysé avec une grande droiture le texte de ce communiqué et en ont retenu les enseignements qui s'imposent.

C'est dans l'Aube, Georges Bidault, qui voit dans les paroles du Cardinal un vibrant appel à l'union dans l'espérance, pour la conquête.

L'unité des catholiques, dit notamment Georges Bidault, sera d'autant plus inébranlable qu'elle portera sur son vrai domaine et qu'elle s'appuiera, bien loin de le combattre, sur le sens précieux de la liberté chrétienne.

Car notre unité et notre liberté ne sont pas contradictoires, elles sont complémentaires l'une de l'autre : chacune a son rôle à jouer dans le champ qui lui est propre. Puisse l'enseignement du cardinal être écouté et

suivi, afin que nous puissions, chacun selon nos moyens, nous rendre à cette part de la moisson qui nous fut dévolue dès l'origine des temps. Le moyen d'éviter parmi nous de pénibles, d'injustes querelles réside dans la fidélité à la doctrine et dans le bon usage de cette fidélité. L'union des catholiques n'est pas caporalisme, son nom est fraternité.

Le cardinal Verdier n'a pas seulement promulgué les exigences d'une unité et d'une liberté indispensables et solidaires. Il a donné à son peuple une leçon de discipline, une leçon de courage, une leçon d'espérance.

Doit-on d'autre part, s'étonner que l'Humanité commente à sa façon le texte du cardinal et y voie la condamnation d'une certaine contre-action catholique que d'ailleurs nous sommes nous-mêmes bien loin d'approuver.

« Donc, conclut l'Humanité, après avoir extrait du texte toutes les phrases qu'elle croit de nature à servir sa politique, on peut voir dans ce document une condamnation des polémiques réactionnaires qui voudraient entraîner l'Eglise à la remorque du fascisme, même sachant ce que l'hitlérisme réserve aux croyants ! (Voir la suite page 2.)

FIN DE JOURNÉE...

On ne le connaît pas mon frère ouvrier.

Et les juges les plus sévères sont précisément ceux-là, qui l'ignorent d'avantage.

Ils parlent de la classe avec des mots supérieurs, des mots qui ne veulent pas dire grand chose.

Mais ce n'est pas la peine qu'ils veuillent dire quelque chose, pour accomplir leur laide besogne contre toi.

Qu'est ce que connaissent de toi, ceux qui prétendent parler de la vie.

De la vie simplement quotidienne, aux soirs de lassitude ?

Ah, quand tu passes sur le boulevard, l'habit marqué des marques de ton travail, d'aucuns, les « bien vêtus » ont un imperceptible geste qui leur échoie de te frôler.

D'autres ont peur de la rude logique et dédaignent avec des airs de vanité supérieure de « discuter le coup » avec toi.

Tu n'es qu'un ouvrier.

Mais eux savent bien que toutes leurs théories, si savantes qu'elles soient, de quelque bouquin qu'elles émanent, ne tiendraient pas devant ton raisonnement.

Car tu connais, toi, le vrai côté de la vie matérielle.

Le souci, la fatigue, la peine, et l'obsession que ça durera peut-être tant qu'on vivra.

Dans l'échelle sociale, « on » l'a dévolu des barreaux inférieurs.

« On », c'est à dire ceux qui sont en haut, parce qu'ils ont de l'argent en haut, parce que leur ambition ne connaît point de barrière et qu'ils montent, affranchis de toutes les lois.

En haut, parce qu'ils savent intriguer, parce qu'ils furent égoïstes ou orgueilleux, ou libres de tout scrupule.

Je sais ; en haut, il n'y a pas que ceux-là.

Mais ce ne sont que ceux-là qui te jugent, en te regardant du haut d'eux-mêmes.

Et pourtant.

Ouvrier mon frère, ta vie de souci, de fatigue et de peine est plus grande que toute leur vanité.

Tu n'es pas leur égal.

Non, tu n'es pas leur égal.

Ils sont en dessous de toi.

Car le travail est beau puisqu'il fait la beauté.

Il est grand puisqu'il fait la grandeur.

Il est saint, puisque le Christ a travaillé, comme toi.

Pour vivre, pour gagner son pain quotidien.

Tu n'es qu'un ouvrier ! C'est vrai, mais c'est pour cela que ton rôle a des grandeurs réelles.

Bâtisseur d'avenir.

LE COMPAGNON

(Voir la suite page 2.)

1887 1937



TOUS A PARIS

les 26-27 Juin 1937

pour les

NOCES D'OR

du Syndicalisme Chrétien

Le programme détaillé et tous renseignements pratiques seront prochainement communiqués

De quelques problèmes que pose
l'application de la semaine
de quarante heures

JOURNÉES MOINS LONGUES
OU SEMAINES PLUS COURTES

Loisirs individuels et loisirs familiaux

Que beaucoup l'aient, avec quelque raison, voulu, que d'autres, à l'esprit moins social, l'aient réprouvée, la loi des quarante heures est aujourd'hui un fait.

Son application plus difficile que sa promulgation, aère opportunément la vie trop lourdement accablée de l'ouvrier. Encore faut-il que celui-ci bénéficie d'une adaptation intelligente de cette loi nécessaire.

C'est ainsi qu'à notre sens, la réduction quotidienne des heures de travail constitue une erreur.

Obliger l'ouvrier à ne faire, au lieu de huit heures que sept heures de travail par jour, pour qu'au bout de la semaine il n'ait finalement à lui que son dimanche, est la dérisoire interprétation d'une innovation sociale dont on doit attendre autre chose.

Pas de journées moins longues ! mais des semaines plus courtes, des semaines de cinq jours.

Au surplus, nombre d'administrations ont compris cette nécessité et nombre de nos camarades de la Métallurgie l'ont approuvée.

•••

Mais cette seconde modalité — la plus logique — d'application de la loi suscite un problème nouveau, personnel celui-là, et plus familial, pourrions-nous écrire, que social. C'est l'utilisation des loisirs.

Loisirs individuels, loisirs collectifs ; les deux côtés de la question méritent d'être regardés avec attention.

Libre de ses deux jours hebdomadaires qu'en fera l'ouvrier ?

Où plutôt qu'en fera la famille ouvrière ?

Deux jours de campagne revivifiante au grand air pur ? Ce serait beau, ce serait nécessaire. Malheureusement, actuellement, ce n'est pas encore possible.

Il y a les enfants, l'école qui retient la famille à la maison ; et puis partir, coûte toujours plus cher que rester chez soi.

Il faut donc envisager les loisirs familiaux sous un angle en quelque sorte intérieur.

Donc l'enfant, que l'école accapa-

re, retient la famille chez elle. Il ne saurait être question de partir sans lui, en le confiant à la cantine de l'école.

Quant au père, nous savons trop de quelle façon pourront être occupés ses loisirs nouveaux. Pour les provinciaux — il y a le jardin qu'il faut bêcher et ensemençer, et sarcler et arroser ; pour tous, il y a les chaussures de la maisonnette qui s'usent vite et qu'il coûte moins cher de ressembler que de remplacer. Dans une famille ouvrière, le père aura toujours plus de labeur qu'il n'en pourra faire pour occuper cette seconde journée de repos hebdomadaire.

Y a-t-il un jeune homme dans cette famille ? La question se pose autrement. Apprenti ou jeune ouvrier, il se verra sollicité par maintes organisations politiques, neutres ou confessionnelles, organisations la plupart du temps sportives. Qu'il se méfie. Surtout qu'il prenne garde aux sollicitations des multiples associations politiques qui cachent trop mal derrière l'attrait sportif de telle équipe de basket ou de football ou de rugby ou d'autre chose, un parti à la recherche du nombre.

La est le danger capital pour le jeune travailleur qui n'est point encore enrôlé. Ah, s'il s'agit d'un jockiste, s'il a su trouver au patronage de sa paroisse la place qui lui convient, à lui fils de syndiqué chrétien, parmi d'autres camarades, la question ne se pose plus. Il saura, d'autres sauront avec lui, meubler utilement ses journées de repos.

Au reste, les organisations de jeunes ont déjà examiné le point de vue et cherchent des formules nouvelles susceptibles de cadrer avec les lois récentes.

Il faut que ce problème des loisirs chez les jeunes soit rapidement résolu.

Pour revenir à la question scolaire, les avis familiaux ne sont point unanimes. Leurs divergences se basent sur certaines considérations médicales qu'à première vue on ne saurait éliminer, parce qu'il s'agit d'enfants et que tout ce qui a rapport avec eux doit être exactement jugé, pesé, défini avant d'être adopté.

On affirme que cinq jours de classe sont excessifs pour leur jeune assiduité. Des compétences pédagogiques déclarent nettement qu'une semaine sans la « brisure » du jeudi serait littéralement intenable pour les élèves... et pour les maîtres.

Qu'en pensent les familles qui ont tout de même leur mot à dire ? Qu'en pensent, à côté des pédagogues, les médecins spécialistes de l'enfance ?

Que nos camarades nous donnent en toute amitié, leur opinion. La solution du problème dépend d'eux-mêmes. Il est juste qu'ils aient leur mot à dire. Il est nécessaire que ce mot soit dit par nos camarades, pères de famille.

Très amicalement nous leur laissons ici la parole.

Francisque R.



Au contrat individuel, à la grève violente et sanglante est substitué le contrat collectif, lequel substitue à son tour la collaboration à la lutte des classes.

VINGT ANS D'ACTION SYNDICALE EN BANLIEUE ROUGE

(Suite de la page 1.)

Georges Gruet, président de la J.-S.C. régionale (banlieue nord-ouest), délégué des sections d'entreprises, précise le travail de ces sections, organismes derniers-nés, « fait nouveau » à la suite des événements de mai-juin 1936.

Maurice Guilloux, délégué des sections, lui succède.

A lui de dire le sens de cette journée, de mesurer les résultats d'un premier effort et de conclure en réclamant un travail nouveau au service de notre cause.

Une discussion fort animée s'ouvre à la suite de ces rapports et la motion suivante fut adoptée à l'unanimité :

« Les militants de la région nord-ouest, réunis le 25 avril 1937 en congrès régional sous la présidence de Lucien Léonard, secrétaire général de l'Union des Syndicats chrétiens d'ouvriers, président du comité régional de la Seine (nord-ouest), après avoir entendu les rapports de nos camarades Lefort, Gruet et Guilloux ;

« Constatant l'action menée tant par les syndicats parisiens que par les sections locales et d'entreprises, proposent que la nouvelle U.R.P. soit fondée sur le principe d'une sage décentralisation régionale assurant des contacts intimes et des liaisons étroites ; demandant qu'à chacune de ces régions dont le découpage géographique serait à déterminer, soit attaché un permanent responsable chargé de l'administration et de la propagande régionale ;

« Un banquet amical et fraternel suivit au cours duquel, après Lucien Léonard, Lefort, Gruet, Dufour et Mlle Delinthe et Danguy prononcèrent, eux aussi quelques paroles empreintes du plus aimable bon sens et de la plus franche camaraderie.

La séance de clôture

Et la journée se terminera par une grande séance récréative, sous la présidence de Mlle Danguy et de M. Marcel Poinbœuf. L'une et l'autre tireront les conclusions de ces heures trop vite terminées.

Marcel Poinbœuf remercia notamment la municipalité socialiste S.F.I.O. de Puteaux qui, en prêtant sa salle des fêtes aux syndicats

chrétiens fait preuve d'un esprit de compréhension qui manque trop ailleurs.

Aux applaudissements de l'auditoire, notre camarade montra qu'avant tout le syndicalisme chrétien travaillait pour une France libre, forte et heureuse, qu'il luttait aujourd'hui comme hier pour le Paix, pour la Paix, pour toute la Paix, pour une liberté vraie, sincère, effective et honnête et non pas une sorte de faux principe dont on se réclame pour soi et qu'on dénie aux autres.

Mlle Danguy sut ensuite, avec tact, présenter le rôle du syndicalisme féminin, défendre sa légitimité avec précision et gagner l'auditoire à sa cause.

Une partie récréative terminait cette incomparable journée, de foi et d'espérance en l'avenir de notre mouvement syndical chrétien, preuve irréfutable de ce que furent le dévouement et la ténacité de ceux qui ne doutèrent jamais du triomphe de la vérité.

FIN DE JOURNÉE...

(Suite de la 1^{re} page.)

Quelle qu'elle soit splendide ou modeste, colossale ou minime, ton œuvre demeurera quand tu ne seras plus.

Elle ajoute aujourd'hui quelque chose à l'héritage des prochains lendemains.

Comme ont ajouté au patrimoine de maintenant, les travailleurs du passé.

Ouvrier, anonymement associé à toutes les réussites, sans toi la France ne serait pas ce qu'elle est.

Et c'est toi, seulement toi qui peux la sauver.

Comme tu peux la perdre.

Le Compagnon.

L'APPEL A L'UNION DU CARDINAL VERDIER

(Suite de la page 1.)

« Mais, surtout, ce que nous voulons y voir, c'est un texte autorisé qui lève des scrupules paralysants et qui rend mieux possible la collaboration dont nous avons exposé déjà notre conception. »

Extrayons du dit communiqué cet intéressant passage :

« Il est permis, certes, dans le domaine des opinions libres et des attitudes laissées au libre arbitre de chacun, de faire des observations, de formuler des réserves et même des critiques. Le progrès est dû en partie à cette liberté. Mais, pour être légitimes, ces observations ou critiques doivent revêtir plusieurs conditions.

a) Elles doivent garder un caractère personnel et ne jamais être faites, surtout par des laïques, au nom de l'Eglise ou à la place de la Hiérarchie. N'oublions pas que la Hiérarchie est seule juge de son action personnelle et qu'elle a d'ordinaire un rôle plus discret et en définitive plus bienfaisant que celui de la tapageuse publicité où parfois se cache mal l'intérêt personnel ou partisan.

b) Ces observations ou critiques doivent éviter le parti pris, avoir toujours le souci scrupuleux de la vérité et être pénétrées de la fraternelle charité.

c) Elles doivent se méfier notamment, à propos de quelques faits particuliers, de ces généralisations qui sont d'ordinaire de véritables calomnies. Il est si facile dans les polémiques de commettre des injustices !

Que nos fidèles s'inspirent toujours dans leurs écrits et dans leurs paroles de ces lumineux enseignements et de ces sages directives de l'Eglise.

Ils éviteront ainsi ces divisions qui affligent leur Mère, compromettent le bon renom du Catholicisme, et affaiblissent cet effort moral et religieux qui, seul, peut sauver le Pays !

Aux catholiques maintenant de comprendre leur devoir, tout leur devoir.

Et, qu'avant de découvrir la paille dans l'œil du voisin, ils enlèvent avec la plus grande sincérité et la bonne volonté la plus vraie la poutre qui leur empêche de voir leurs propres fautes.

Pour vos Congés Payés

Les Billets populaires comportant 40% de réduction sont délivrés sur présentation à la gare d'un Carnet spécial d'identité valable 5 ans. Celui-ci sera remis après dépôt de la demande dans un délai de 2 mois au prix de 5 francs ou de 15 jours au prix de 20 francs.

FORMALITÉS A REMPLIR :

FRANÇAIS
Les ouvriers et employés résidant en France ou à l'étranger, bénéficiant d'un congé payé.
Les artisans.
Les métayers.

ÉTRANGERS résidant en France
Les ouvriers et employés bénéficiant d'un congé payé et les artisans des nations ci-dessous :
Autriche, Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pologne, Roumanie, St-Marin, et Tchécoslovaquie.

Avec le titulaire du carnet, peuvent voyager aux mêmes conditions : sa femme et ses enfants mineurs ou, s'il est célibataire, sa mère (à condition que celle-ci habite avec lui)

1° - DEMANDEZ A LA GARE OU A VOTRE PATRON une formule spéciale de « DEMANDE DE CARNET D'IDENTITÉ » délivrée gratuitement par les Cies de Chemins de fer.

2° - FAITES REMPLIR PAR VOTRE PATRON sur cette formule, l'attestation de la nature de votre emploi (comptez 24 heures au minimum).

3° - FAITES LÉGALISER PAR L'AUTORITÉ COMPÉTENTE la signature de votre Patron ou de la personne autorisée par lui :
— à Paris, par le Commissaire du quartier de votre établissement.
— en Province, par le Commissaire de police ou le Maire, (comptez encore 24 heures).

4° - REMETTEZ ALORS CETTE « DEMANDE » A LA GARE desservant la localité que vous habitez à Paris, l'une quelconque des grandes gares de départ.

Les ayants droit Français résidant à l'étranger devront adresser leur demande par poste au Contrôle Commun des Grands Réseaux Français, 182, rue Saussure, à Paris ; ou à un Bureau des Chemins de fer français du pays de leur résidence.

PRÉSENTER à la gare en même temps que la demande de carnet d'identité

UNE PIÈCE OFFICIELLE JUSTIFIANT DE VOTRE IDENTITÉ OU DE VOTRE NATIONALITÉ :

Livret militaire, ou Carte d'électeur, Carte d'identité délivrée par les Préfectures, Carte du Combattant, Titre de pension, etc., Certificat de nationalité ou de naturalisation ou Carte d'identité d'étranger.

UNE PHOTOGRAPHIE
Dimensions réglementaires pour carte d'identité (3x4 cm. environ).
Pour faire inscrire les ayants-droit de votre famille :

VOTRE LIVRET DE FAMILLE
ou toute autre pièce justifiant du lien de parenté des personnes à inscrire sur le carnet : femme, enfants mineurs du titulaire ou mère (si le titulaire est célibataire et habite avec elle).

LE CARNET comportera 5 feuillets et sera valable 5 ans (à dater du 1^{er} janvier de l'année de son établissement) sans nouvelles formalités, sauf changement de situation ou de composition de famille.

AVANTAGES et CONDITIONS D'EMPLOI du BILLET POPULAIRE

Sur présentation à un guichet de gare de leur CARNET SPÉCIAL D'IDENTITÉ, dont ils auront fait viser au préalable le feuillet de l'année en cours par leur patron (avec légalisation par le Commissaire), les ayants-droit (titulaires du carnet et membres de sa famille inscrits sur le carnet) pourront obtenir, une fois par an, pour un itinéraire établi à leur gré, sous la seule condition de revenir à la localité de départ :

DES BILLETS (3^{re} classe seulement) ALLER ET RETOUR avec 40 % de réduction sur les prix des billets simples à place entière afférents à chacun des parcours aller et retour (minimum de parcours 200 kilomètres retour compris).

VALIDITÉ 31 JOURS sans possibilité de prolongation.
Seuls les ayants-droits résidant en dehors de l'Europe pourront obtenir des billets valables 60 jours.

UN MINIMUM DE SÉJOUR DE 5 JOURS à destination est OBLIGATOIRE. (Jour d'arrivée et jour de départ compris).

LES VOYAGEURS PEUVENT S'ARRÊTER EN COURS DE ROUTE, à la condition de se munir d'un billet d'arrêt (prix 2 francs) et de faire timbrer leur carnet — à l'aller seulement — au départ de chaque gare d'arrêt.

LE CARNET SPÉCIAL D'IDENTITÉ DOIT ÊTRE PRÉSENTÉ en cours de route, tant à l'aller qu'au retour, en même temps que les billets proprement dits.

A L'ALLER, le titulaire et sa famille DOIVENT VOYAGER ENSEMBLE.

AU RETOUR, les ayants droits figurant sur un « carnet spécial d'identité » PEUVENT REVENIR EN DEUX GROUPES à des dates différentes et dans la limite de validité des billets. Dans ce cas, le groupe voyageant avec le titulaire (ou le titulaire seul) présentera son billet et le carnet ; l'autre groupe : son billet et le coupon détachable de l'année en cours prévu pour cette éventualité et qu'on trouvera dans le « carnet spécial d'identité ».

IL N'EST PAS PERMIS aux porteurs de billets populaires de voyager en 1^{re} ou 2^e classe.

IMPORTANT. — Pour des raisons de service, les Chemins de fer sont à leur grand regret, dans l'obligation de ne pas admettre les porteurs de billets populaires dans certains trains, soit en période normale, soit en période de fête. Si vous êtes obligé de prendre l'un de ces trains, souvenez-vous que vous pourrez vous faire délivrer des billets d'autres catégories dont certains — le billet de famille par exemple — comportent de très intéressantes réductions.

Vous avez intérêt à vous renseigner à l'avance dans les gares sur les trains accessibles aux porteurs de billets populaires

L'ordre social nouveau

(Suite de la 1^{re} page.)

Hélas ! Pourquoi faut-il que du côté patronal nous ayons toujours trouvé une hostilité marquée à cette réforme de simple bon sens ? Pourquoi faut-il aussi que, du côté ouvrier, et jusqu'à ces dernières années, la C.G.T. ait été hostile à cette institution ? Les désordres d'aujourd'hui : reniement de la signature donnée, rupture abusive des contrats, interprétation tendancieuse des textes restés obscurs, tout cela crée, dans le monde de la production, un état d'agitation contraire à l'intérêt bien compris du Capital, du Travail, et à celui du pays.

L'institution a été mise en route sans que le « climat moral » ait été préalablement créé. C'est une erreur et une lourde faute. Il convient, dans la mesure du possible de réagir afin de revenir à une conception plus saine des choses, et nos Syndicats ont à cet égard un rôle très important à jouer.

Notre tâche

Il appartient à nos militants et à nos organisations d'user de toute l'influence dont les uns et les autres peuvent disposer, pour que cette institution de la Convention Collective de Travail, pièce maîtresse de « l'ordre social nouveau » entre peu à peu dans les mœurs et qu'elle produise le maximum d'efficacité que le monde du travail peut et doit attendre.

Ceci suppose de la part des militants une connaissance approfondie de la nouvelle législation, et aussi la possibilité, pour nos organisations d'être représentées dans les « Commissions mixtes » qui vont avoir à procéder au renouvellement des Conventions arrivant bientôt à expiration.

Si, sur le plan de certaines professions, des collaborations fructueuses ont pu s'établir entre militants de la C.F.T.C. et de la C.G.T., parfois même dans l'industrie des métaux, nous nous sommes trop souvent heurtés, surtout dans cette dernière, à une hostilité incompréhensible de la part de

certaines militants adhérents à la C.G.T. et réclamant pour elle toutes les places dans les Commissions mixtes.

Il faut que désormais, et conformément à la règle saine de la représentation proportionnelle, nos organisations soient admises au sein de ces Commissions où elles ont leur rôle à jouer.

Jean PERES.

Nous sommes heureux de publier un extrait du communiqué de nos camarades employés paru dans la presse et notamment dans « L'Aube » du 28 avril.

La Fédération Française des Syndicats Chrétiens d'Employés, Techniciens et Chefs de service, uniquement soucieuse, selon son habitude, du bien public et des intérêts de ses mandants qu'elle n'en veut moins que jamais séparer, croit devoir de nouveau prendre position vis-à-vis des événements contemporains.

Elle marque, une fois de plus, sa satisfaction de la mise en œuvre d'importantes réformes sociales, à l'avènement desquelles elle n'a cessé de coopérer, et, particulièrement, de la réduction de la durée du travail qui doit être honnêtement et intelligemment appliquée, ainsi que du régime, enfin légalisé, des Commissions Mixtes et des Conventions Collectives, régime conforme à son idéal constant de collaboration. Mais elle ne peut pas ne pas constater, déplorer et stigmatiser l'entretien d'un état de trouble et de malaise peu propice à l'efficacité durable de ces réformes et à la bienfaisance totale de ce régime.

Elle s'élève contre les manquements à la parole donnée, contre les reniements de signature, contre les refus après coup de décisions arbitrales, contre les atteintes brutales ou hypocrites à la liberté syndicale, contre l'agitation partisane, de quelque côté que proviennent ces immorales malfaçons. Rien n'est plus dangereux, pense-t-elle, pour un ordre social vraiment humain et, par conséquent, pour le bien même des travailleurs.

CE QUE VOUS...

Le MOUVEMENT des PRIX en MARS

PRIX DE GROS

Indices non pondérés (base 100 en Juill. t'914)

	Art.	1936	1937	1938	1939	10 7
		May	Dec.	Janv.	Fevr.	Mars
Indices généraux.....	45	405	499	513	517	537
Produits agricoles.....	29	444	527	540	538	554
Produits importés.....	16	335	450	484	481	506
Denrées alimentaires.....	20	425	513	528	506	521
Aliments végétaux.....	8	431	545	563	526	527
Aliments animaux.....	8	422	481	492	481	513
Sucre, café, cacao.....	4	419	515	529	516	525
Matériaux industriels.....	25	388	438	501	528	555
Minéraux et métaux.....	7	395	553	557	643	659
Textiles.....	6	433	409	421	418	433
Divers.....	12	424	405	514	523	538

Indices pondérés (base 100 en 1914)

	A.F.L.	May 1936	Dec. 1935	Janv.	Fev.	Mars
Indices général.....	126	411	519	537	533	554
Produits agricoles et alimentaires.....	89	42	522	532	516	578
Prod. d'orig. végétale.....	24	122	526	534	520	526
Prod. d'orig. animale.....	15	432	516	528	509	531
Produits industriels.....	87	397	516	541	548	577
Minerais et métaux.....	17	420	534	541	575	604
Textiles.....	19	383	427	508	552	585
Cuir et peaux.....	14	271	375	401	416	432
Produits chimiques.....	25	452	523	541	537	544
Caoutchouc.....	2	75	119	118	122	141
Papiers.....	2	423	504	514	521	512
Bois.....	2	416	583	619	619	676
Ciments briq., verres.....	6	532	516	592	707	710

PRIX DE DÉTAIL

L'indice des prix de détail, dit des treize articles, en mars, est stationnaire. Il s'établit à 577.

Le tableau ci-dessous donne, pour chaque mois, depuis janvier 1936, l'indice caractérisant les prix de détail pratiqués à Paris pour 13 denrées de première nécessité (pain, viande, lard, beurre, œufs, lait, fromage, pommes de terre, haricots, sucre, huile, pétrole, alcool à brûler) :

	1936	1937
Janvier.....	441	562
Février.....	446	577
Mars.....	446	577
Avril.....	443	
Mai.....	456	
Juin.....	458	
Juillet.....	446	
Octobre.....	460	
Septembre.....	483	
Novembre.....	504	
Décembre.....	530	

La moyenne de 1938 s'établit pour Paris à 470, contre 423 en 1935, 481 en 1934, 491 en 1933 et 536 en 1932. Pour les principales villes de France, la moyenne s'établit à 434 pour 1936, contre 393 pour 1935, 453 pour 1934, 475 pour 1933 et 532 pour 1932.

L'indice trimestriel (300 villes) s'établit pour le premier trimestre de l'année 1937 (février), à 529 en hausse de trente-quatre points sur le précédent (495 en novembre 1936).

Indices pour la Province

Coût de la vie

L'indice trimestriel du coût de la vie à Paris s'établit, pour le quatrième trimestre 1936 (novembre) à 540, en hausse de trente-six points sur celui du trimestre précédent (504 en août). Pour l'alimentation seule, l'indice est de 562 contre 525 en août.

Voici en outre les indices publiés par la Statistique Générale de la France concernant Bordeaux : 605 en novembre (607 pour l'alimentation seule).

Voici, enfin, les derniers indices départementaux connus (février 1937, base 100 en 1930). Aisne : 93,0 ; Allier : 98,8 ; Ardennes : 97,8 ; Aude : 100,9 ; Aveyron : 95,3 ; Cantal : 95,7 ; Charente : 101,4 ; Charente-Inférieure : 98,6 ; Corrèze : 96,8 ; Côte d'Or : 102,6 ; Doubs : 91,9 ; Eure : 87,4 ; Eure et Loir : 99,1 ; Finistère : 99,7 ; Gard : 94,5 ; Gironne (Haute-) : 96,8 ; Gers : 98,3 ; Gironde : 95,6 ; Hérault : 96,3 ; Ille-et-Vilaine : 95,2 ; Isère : 95,1 ; Jura : 91,6 ; Landes : 92,2 ; Loire : 102,6 ; Loiret : 95,0 ; Lot : 88,7 ; Marne : 97,0 ; Marne (Haute-) : 98,5 ; Mayenne : 99,5 ; Meurthe-et-Moselle : 97,9 ; Meuse : 98,0 ; Moselle : 96,6 ; Nord : 96,0 ; Orne : 99,4 ; Pas-de-Calais : 93,2 ; Puy-de-Dôme : 96,2 ; Pyrénées (Hautes-) : 93,9 ; Pyrénées-Orientales : 94,5 ; Rhin (Bas-) : 99,0 ; Rhône : 94,0 ; Saône-et-Loire : 102,3 ; Sarthe : 96,2 ; Savoie : 94,5 ; Seine : 98,5 ; Seine-Inférieure : 97,3 ; Somme : 98,1 ; Vienne : 102,4 ; Vienne (Haute-) : 101,9 ; Vosges : 102,2.

A propos de la récupération des heures perdues par suite de baisses normales de travail dans certaines industries métallurgiques.

Par arrêté du Ministre du Travail, du 9 avril (« J.O. » du 11).

« La récupération des heures perdues par suite des baisses normales de travail à certaines époques de l'année pourra jusqu'à nouvel ordre, être autorisée par le service de l'inspection du travail dans la limite de cent heures par an et d'une heure par jour pour les professions ci-après :

Rectification de cylindres et vilebrequins ;

Fabrication de cycles, motocycles et pièces détachées ;

Industrie de la construction des appareils de T.S.F., de la fabrication des pièces détachées et accessoires pour la construction des appareils de T.S.F. ;

... DEVEZ SAVOIR

Fabrication de lampes de T.S.F. ;
Fabrication de piles électriques ;
Fabrication d'appareils de chauffage et de cuisine ;
Fabrication d'appareils de chauffage électrique ;
Fabrication d'appareils photographiques ;
Fabrication des boîtes métalliques ;

Toute requête tendant soit à l'inscription d'une profession nouvelle, soit à la radiation d'une profession inscrite ou à la réduction du nombre maximum des heures de récupération dont elle peut bénéficier, doit être adressée au Ministre du Travail qui, avant décision, la soumettra à une enquête et à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Industrie électrométallurgique

Le « Journal Officiel » du 11 avril a publié également un avis relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées en vue de l'extension à l'industrie électrométallurgique de la faculté de récupération des heures de travail perdues par suite d'intempéries ou de mortes-saisons, prévue pour d'autres industries de la métallurgie.

Des dérogations

Dans la métallurgie, l'application de la loi des 40 heures s'est effectuée sans de très grandes difficultés et à part de très rares cas où la simple intervention de l'inspection du Travail a suffi pour mettre au pas quelques récalcitrants, cette bienfaisante mesure a permis d'embaucher un nombre important de chômeurs, leur permettant ainsi de subvenir dignement à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Si l'application de cette loi fut unanimement respectée, sinon librement acceptée, il est regrettable de constater l'esprit rétro qui pousse certains patrons à interpréter, de façon tendancieuse, les textes du décret qui prévoit certaines dérogations pour récupérer les fêtes légales.

Et d'abord, qu'entend-on par semaine de 40 heures ? Est-ce le droit absolu pour les employeurs d'exiger 40 heures de travail par semaine ? Non. C'est un maximum qu'il n'est possible de dépasser qu'en certains cas prévus par le décret.

Si donc un patron paye des salaires dont le taux horaire sera suffisamment élevé pour permettre un nombre d'heures moindre, rien ni personne ne pourra l'obliger à imposer à son personnel le nombre d'heures maximum prévu par la loi.

Maintenant, dans quelle mesure peut être récupérée une fête légale ? Le décret dit : « Dans les établissements où le régime de travail comporte normalement, outre le repos hebdomadaire, un jour ou une demi-journée de repos, il pour-

ra être travaillé ce jour ou cette demi-journée de repos lorsqu'une autre journée aura été chômée en raison d'une fête légale. »

Il POURRA être travaillé et non il DEVRA être travaillé. Ce POURRA est loin d'avoir ce caractère d'obligation que certains patrons, comme la Maison Pillot (bennes basculantes), à Colombes, entre autres, avaient voulu y voir.

« Vous ne voulez pas travailler », a-t-elle dit au lendemain de Pâques, donc vous rompez le contrat collectif arbitrairement et je suis en droit de vous licencier », ce qu'elle fit d'ailleurs, et par télégramme, s'il vous plaît. Sans doute que cette maison ne sait que faire de son argent pour se permettre de telles dépenses en pareille occasion. Cela la regarde.

Qu'en est-il résulté ? D'abord un gros émoi parmi les ouvriers qui ne pouvaient pas manquer de protester contre une mesure aussi arbitraire, et un jour de fermeture de l'établissement. Quels furent les pourparlers qui eurent lieu ce jour-là ? Nous ne savons pas, parce que nous avons été prévenus trop tard. Nous nous rencontrâmes toutefois avec la direction le lendemain et celle-ci fut très surprise que nous ne partagions pas ses sentiments sur sa manière de faire.

Nous voulons et nous ne pouvons que rester dans l'esprit du décret : il pourra être travaillé ; cela est loin d'avoir un caractère d'obligation et nous ne pouvons que regretter que trop de patrons et d'ouvriers également ne voient en cette occasion que matière à conflits.

C'est une question qui devrait être tranchée à l'amiable en tenant compte de ce qui se faisait jadis. Nous n'avons pas à imposer à nos amis telle ou telle ligne de conduite en cette matière, mais tout de même, ne perdons pas de vue que si, automatiquement on récupère une fête légale, dans une certaine mesure on y fait obstacle tout en perdant le bénéfice et n'oublions pas qu'il y a des chômeurs qui, depuis longtemps, attendent du travail.

J. GERSTEL.

LA CONFÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS CHRÉTI

La Vie Fédérale et Syndicale

Notre camarade Jean Pérès, dans le Bassin de la Sambre, fait applaudir le programme et l'action de la C.F.T.C.

Les 12, 13 et 14 avril, notre camarade Jean Pérès, délégué de la Fédération des Métaux, est venu faire une série de réunions dans quelques centres importants de notre bassin.

C'est près d'un millier de métallurgistes qui sont venus applaudir le vaillant propagandiste déjà connu lors des grèves de l'« Espérance » à Louvroil.

En pleine transformation syndicale (puisque de plus en plus les métallos viennent à la C.F.T.C.), notre région avait besoin d'être informée exactement sur les événements qui se passent à travers la France.

Pérès, en différentes réunions montra le syndicat libre en pleine activité et en plein développement. Que ce soit dans la période de juin ou dans la période d'élaboration des différents contrats collectifs, nos militants ont été partout à la hauteur de leur tâche ; notre organisation est sortie de ces périodes plus solide, plus conquérante que jamais.

Mais ce qui fait notre force et le réalisme de notre C.F.T.C., c'est que tous nos adhérents se rendent compte qu'ils sont les artisans, les ouvriers d'un ordre social nouveau ; l'employé penché sur ses écritures, l'agent de maîtrise à son poste de commande, et le manoeuvre à la guérite du four se sentent responsables de notre organisation, tous collaborent à son développement, tous luttent et se dévouent pour bâtir une cité professionnelle dans la justice et la liberté.

Chez nous, pas de mot d'ordre que l'on exécute sans essayer de comprendre.

Chez nous, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui prennent en mains leurs intérêts et les font aboutir dans la justice et la fraternité.

Après cette magnifique tournée d'information, nos camarades sont plus que jamais décidés à mener la bataille pour un Bassin de la Sambre entièrement C.F.T.C.

CHARLEVILLE

Nos camarades suivent attentivement toutes les questions professionnelles ainsi qu'en témoigne la lettre suivante, montrant qu'ils n'ont en matière d'action syndicale de leçon à recevoir de quiconque.

Syndicat Libre Ardennais des Travailliers sur Métaux
1, place Carnot
(Charleville).

« Le 17 mars 1937.

» Monsieur le Président du Syndicat des Industriels Métallurgistes Ardennais, 22, avenue Georges-Corneau, Charleville.

» Monsieur le Président,

» Lors des réunions des Commissions paritaires des 16 et 17 février, au cours desquelles nous avons discuté de l'augmentation des salaires en fonction de la hausse du coût de la vie, les Syndicats ouvriers ont été amenés à vous faire deux propositions :

1° Augmentation de salaires de 15 p. cent jusqu'au 15 avril, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier ;

2° Adoption de l'arbitrage de la région parisienne, avec toutes ses conséquences.

» Vous aviez adopté cette deuxième proposition.

» Aujourd'hui, nous apprenons que M. Villette, désigné comme surarbitre, a rendu sa sentence relativement à la demande d'augmentation de salaire introduite par la Fédération des métaux de la région parisienne au lendemain du premier arbitre rendu par M. Oualid.

» La sentence de M. Villette accorde uniformément, à partir du 15 mars, une allocation supplémentaire horaire de 0 fr. 35 sur tous les salaires.

» Nous vous serions donc reconnaissants de vouloir bien faire le nécessaire pour que les ouvriers de la Métallurgie ardennaise bénéficient également de cette allocation à partir du 15 mars.

» Si vous jugez nécessaire de réunir la Commission paritaire à ce sujet, nous sommes à votre entière disposition.

» Dans ce cas, nous vous serions reconnaissants de vouloir bien fixer une réunion dans un très bref délai.

» Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos sentiments distingués.

» Le Secrétaire,
» Jules BIVER. »

PAS-DE-CALAIS

SAINT-OMER

L'Assemblée générale des métallos

Nombreux étaient les métallos qui avaient répondu à l'appel de leur Bureau en assistant à la réunion.

Notre dévoué secrétaire, Eugène, dans un compte rendu clair et précis, mit les copains au courant de notre situation. Il en profite pour remercier et féliciter nos amis collecteurs de la rentrée régulière des cotisations. Il demande à chacun de faire un effort pour que la souscription pour le drapeau de l'Union locale soit couverte le plus vite

possible. Puis, après avoir attiré l'attention des camarades pour que ceux-ci prennent un abonnement à l'« Ouvrier Métallurgiste », organe de la Fédé, la parole est donnée à notre ami Alfred, permanent. La laïsur la conciliation et l'arbitrage obligatoire nous est expliquée clairement. Il nous mit au courant des travaux de la convention collective, regrettant le sectarisme d'une organisation ouvrière qui, en refusant la discussion avec le Syndicat Libre de la Métallurgie, diminuait la force nécessaire pour défendre au mieux les intérêts de tous nos camarades ouvriers. Il termina en demandant que de plus en plus la propagande s'organise afin de faire triompher nos principes de justice et de fraternité. La réunion prit fin par le tirage d'une petite tombola qui eut un grand succès et l'on se quitta sur ce mot d'ordre : PROPAGANDE.

Paul SAVARY.

Au bureau des métallos...

Après lecture du dernier compte rendu qui est adopté, le Bureau, dans sa séance du 20 avr^l, note les nouvelles adhésions. On note également les nouveaux abonnés à l'« Ouvrier Métallurgiste » qui, cette fois, sont assez nombreux, prouvant ainsi que la réunion générale a fait du bien. Chacun donne ses impressions sur cette assemblée : les métallos furent contents, les gagnants de la tombola aussi... n'est-ce pas, Raymond ?

Le Bureau constate que la convention collective n'a pas encore apporté d'augmentation de salaire, et la vie est chaque jour de plus en plus chère : les métallos attendent avec impatience la décision de la Commission de conciliation. Le Bureau estime que l'ostracisme dont a fait preuve l'organisation « la plus représentative » est regrettable et qu'à l'avenir, pour une solution plus rapide des litiges soulevés par l'élaboration et la discussion des conventions collectives, le « Cartel Intersyndical » s'impose.

Tous les métallos tiendront à venir écouter Jean Pérès le soir du 4 mai, à la salle des Concerts.

Vers la fin de la réunion, nous eûmes la bonne surprise de voir arriver notre camarade Jules Caïre qui nous donna quelques bons tuyaux sur les conventions collectives, ce qui prolongea la réunion jusqu'à 22 heures.

Eugène PETITPRE.

HAUTE-SAVOIE

Depuis un long mois, un patronat de combat travaille pour la Révolution en refusant systématiquement d'accorder aux travailleurs les avantages d'une convention collective, ainsi qu'en témoigne ce qui suit.

Voici l'histoire :

Le 25 février, le Syndicat d'Anney a demandé à la Chambre syndicale de rajuster les salaires en fonction du coût de la vie : nous demandions 8 p. 100. Les patrons ont répondu... par une promesse...

» Les salaires seront rajustés, nous ont-ils dit : cela se fera lors de la discussion de la nouvelle convention que nous nous proposons de faire ; cette nouvelle convention sera commune à toutes les industries groupées dans notre Chambre syndicale... Nous avons demandé au Préfet de réunir la Commission mixte... »

Nous avons répondu aux patrons que l'augmentation du coût de la vie était un fait accompli et que, au contraire, la convention ne serait pas un fait accompli avant trois mois.

Pour parler français, les patrons ont répondu par une manoeuvre.

Hélas ! les événements ont montré que nous avions raison.

Aujourd'hui, 8 avril, la Commission mixte ne s'est pas encore réunie. Supposons qu'elle se réunisse demain. Ne savons-nous pas qu'il a fallu que les décolleteurs attendent leur convention plus de quatre mois ? Leur Commission s'est réunie pour la première fois le 27 octobre et finalement leur convention a été « rédigée » par un arbitre le 8 mars.

Camarades, armez-vous de patience ! Et souhaitons que l'impatience légitime des ouvriers ne porte pas tort à la discussion de la convention.

LOIRE-INFÉRIEURE

NANTES

A la suite de leur assemblée générale, nos camarades ont émis le vœu suivant que nous approuvons pleinement et dont il importe de pousser au plus tôt la réalisation.

Le 11 avril 1937, les Métallurgistes nantais, réunis en assemblée générale et après avoir entendu les rapports présentés, émettent le vœu suivant :

« Considérant que le législateur n'a pas prévu les mouvements du personnel de la métallurgie dans le cours d'une année et que les ouvriers changent de maison sans être privés injustement de leurs congés payés, demandant instamment que soit créée, comme pour le Bâtiment, une caisse de compensation par région industrielle rétablissant ainsi pour tous les salariés une mesure de justice pour permettre à ceux-ci de bénéficier d'un repos et d'une détente légitimes. »

SAINT-NAZAIRE

L'action de nos camarades en faveur du rajustement des salaires féminins et des ouvriers de l'aluminage a été couronnée de succès.

Lors du rajustement général des salaires arbitré par M. Blancho, le personnel féminin s'est trouvé lésé une fois de plus. En effet, tandis que les ouvriers obtenaient 0 fr. 65 de l'heure, les ouvrières ne se voyaient octroyer que 0 fr. 40. Injustice flagrante que nous avons dénoncée aussitôt, la plupart des ouvrières intéressées étant chargées de famille et leurs salaires antérieurs déjà notablement inférieurs à ceux des hommes les rendant d'autant plus méritantes.

Dans sa réponse, la Direction du Chantier de Penhoët nous dit s'être basée, pour cette répartition sur le désir exprimé par les délégués — tous cégétistes — en Commission mixte. Il est vrai que les femmes, en majorité affiliées au syndicat chrétien ont nommé la déléguée présentée par notre organisation systématiquement tenue à l'écart de la dite commission. Il faut sans doute chercher là l'explication de la situation défavorable faite aux ouvrières.

Enfin, après une démarche de notre déléguée, tout est rentré dans l'ordre et les ouvrières ont obtenu leurs 0 fr. 65 horaires, exception faite pour quelques-unes non chargées de famille et dont le mari travaille au chantier.

Et dire que certains délégués cégétistes reprochent ainsi au patron d'avoir violé l'arbitrage de M. Blancho !...

Faut-il en rire ou en pleurer ?... Hélas ! il faut surtout déplorer la déformation des cerveaux ouvriers par les doctrines matérialistes.

Les camarades travaillant à l'aluminage (traitement chimique du duralumin qui le protège de l'action des agents atmosphériques), étaient considérés jusqu'à ce jour comme simples manoeuvres, le contrat collectif ne les ayant même pas mentionnés. Leur travail pénible et malsain méritait à notre avis une meilleure rétribution.

Nous avons adressé à la Direction un rapport sur leurs conditions de travail et nous concluons en sollicitant diverses mesures de protection, l'aération de l'atelier et un rajustement de salaires avec prime de travaux pénibles.

Notre démarche a été couronnée de succès. En plus des mesures d'hygiène collectées, nos camarades bénéficient d'une majoration horaire de 0 fr. 50 à 0 fr. 75 selon leur emploi, ce qui leur assure un salaire horaire total variant de 6 fr. 25 à 8 francs.

La Direction nous a bien fait remarquer qu'elle n'était point tenue à ce rajustement par le contrat en vigueur. C'est exact ; aussi reconnaissons-nous volontiers que seul un réel souci d'équité a pu inspirer cette mesure. C'est un point de marqué pour la collaboration, autant de perdu pour la lutte des classes.

SARTHE

SAINT-JAMME

Nos camarades ne ménagent pas leurs efforts pour parvenir, en dépit de toutes les difficultés, à améliorer les conditions de travail des ouvriers de leur région, conditions particulièrement onéreuses pour leur budget et, surtout, pour les pères de familles ; notre camarade Chartrain qui se dépense sans compter pour cette action, entend bien mener à bonne fin l'œuvre entreprise. Qu'il soit persuadé que nous sommes à son entière disposition pour l'aider en lui fournissant tous les éléments nécessaires pour obtenir une vie plus humaine à tous les travailleurs de leur centre industriel.

SOMME

LE VIMEU

Nos camarades sont, dans cette région, victimes de la liberté syndicale à sens unique ; les extrémistes de cette région jouent en ce moment à la dictature la plus odieuse qui soit, en l'exercant sur de malheureux ouvriers qui, contraints d'assurer le pain de leur foyer, se trouvent dans l'obligation de subir la loi de la jungle ainsi qu'en témoigne l'extrait de la lettre suivante de notre camarade

Tourancha :

« ...Question propagande, la C.G.T. commence à nous embêter. Je devais faire une réunion syndicale à Escarbotin, le mercredi 24 mars. Les dirigeants de la C.G.T. ont fait distribuer des tracts invitant tous les cégétistes à venir contre les diviseurs du peuple dans l'après-midi ; les délégués de la section ont été avisés que le tenancier de la salle (qui pouvait contenir 100 personnes), la refusait par crainte d'incidents. Un de nos secrétaires employé est allé voir le maire sur ma demande. Celui-ci est en même temps un militant communiste et cégétiste. Il nous a

reproché de venir dans une région où il y a déjà la C.G.T. et dit que le soir nous serions très mal reçus, et comme notre camarade lui faisait remarquer que nous acceptions la contradiction avec quelques cégétistes, mais que nous ne pouvions assurer un local assez grand pour tous, que, dans ces conditions des incidents étaient possibles vu l'excitation des ouvriers par les meneurs, le maire a répondu en s'exclamant : Comment ! mais c'est vous les provocateurs ! Dans chaque usine j'ai fait prévenir que la réunion était remise faute de salle et, par crainte d'incidents, la C. G. T. n'ayant pu donner contre-ordre, ses adhérents sont venus de plusieurs communes manifester au son de l'« Internationale », le soir, pour rien évidemment. Cependant, un de nos adhérents qui circulait pour une cause que je ne connais pas mais qui nous est étrangère, a été blessé d'un coup de cailloir ; il est au lit avec une ouverture de crâne... »

Les conflits du travail

PARIS

La région parisienne a connu ces temps derniers différents conflits dont un des plus graves fut, sans aucun doute, celui de la S.I.T.

Une sentence surarbitrale est à l'origine du conflit. Cette sentence mettait à pied pour deux mois un collaborateur pour faute professionnelle. Cette sanction justifiée ou non, fut acceptée par l'intéressé. A la suite de manoeuvres obscures, du jour au lendemain, cette sentence fut dénoncée et les ouvriers de l'ensemble des usines se mirent grève.

Deux clans se formèrent : grévistes et non grévistes. Du temps passa et à la suite de discussions plus ou moins orageuses l'ensemble des ouvriers décida la reprise du travail sans sanctions. La direction ne l'entendait pas de cette oreille. Elle voulait le maintien de la sentence arbitrale et des sanctions nouvelles contre les fauteurs de grève.

Quelle fut notre action en cette circonstance ? D'abord, déjouer les manoeuvres tendancieuses de certain syndicat professionnel qui ne tendait rien moins qu'à vouloir nous imposer ses directives. De plus, nous nous sommes efforcés, dans un esprit de concorde et de paix, d'apaiser les esprits, tant près de la direction, près de laquelle nous fimes plusieurs démarches, que près des ouvriers, ce qui fut l'occasion pour notre ami Marie, de faire prévaloir notre esprit avec l'allant et la chaleur qui le caractérisent.

Ce conflit s'avérant très difficile à résoudre, un deuxième arbitrage eut lieu. Celui-ci fut rendu le 17 avril. Il fixa la reprise du travail pour le 20 :

1° Sans que cette grève soit considérée comme une interruption du contrat collectif ;

2° Sans qu'aucun salaire ne soit payé pour la durée de la grève ;

3° En avertissant les ouvriers qui se rendraient coupables de faits graves analogues à ceux qui ont entraîné le présent conflit, qu'ils pourraient, à l'avenir, être licenciés sans préavis.

Un autre conflit qui prit naissance au lendemain des événements de Clichy reste pendant, et il est difficile d'envisager aujourd'hui quelle en sera la solution.

Ce conflit intéresse les établissements Geoffroy-Delore. Une grève éclata, suivie d'occupation, pour imposer le licenciement de certains ouvriers, dits factieux.

Tout en déplorant l'état d'esprit qui préside à de telles menées, que nous ne pouvons que condamner, nous ne pouvions pas prendre parti dans ce conflit puisque n'étant pas directement visés. Nous eûmes quelques camarades qui furent dans l'obligation de subir cette grève. Dès le début nous fimes une démarche près des délégués cégétistes de cette entreprise. Ceux-ci se révélèrent des plus arrogants, ne voulant même pas discuter puisque cette entrevue dura à peine trente secondes.

Comment évolua ce conflit ? Il est très difficile de le savoir. Nous sommes toutefois persuadés qu'il fut surtout d'ordre politique plutôt que professionnel ; la direction et la grosse majorité des ouvriers faisant de ce conflit une question de parti.

Aux dernières nouvelles, la direction n'accepte pas la sentence arbitrale. Elle n'entend recevoir personne et se réserve de rembourser quand bon lui semblera et qui elle voudra.

De tout ceci, il ressort qu'il est regrettable de constater que de nombreux conflits se déclarent pour des motifs les plus futiles ; que ces mouvements sont de pure agitation, créés et entretenus par des agitateurs professionnels. La classe ouvrière n'a aucun intérêt à faire chorus avec eux et souhaitons, que dans un avenir rapproché, elle saura reconnaître quels sont ses véritables défenseurs.

De plus, travailleurs ardemment et sans relâche, et nous n'y manquerons pas, à ce que la procédure de conciliation et d'arbitrage soit véritablement efficace.

Si le droit de grève reste justifié, n'y recourons qu'en tout der-

Appel à la solidarité

Depuis le 19 février, nos camarades du bâtiment de Nantes sont en grève forcée.

Les origines de ce conflit tiennent à un arbitrage défectueux, à la suite duquel les meneurs extrémistes se refusent à toute reprise du travail. Malgré toutes les démarches tentées jusqu'à ce jour pour sortir de cette situation, elle ne se trouve pas encore dénouée. La misère qui augmente de jour en jour dans les foyers ouvriers nous fait un devoir de solliciter nos camarades pour les inviter à organiser des collectes pour secourir les familles de nos amis.

Adresser le montant des sommes recueillies à la Fédération du Bâtiment, 28, place Saint-Georges, Paris, 18^e, chèque postal Paris n° 1884-88.

parties doivent conformément d'ailleurs à l'engagement qu'elles ont pris devant nous, NE PORTER A GUNE EXCLUSIVE CONTRE LES OUVRIERS adhérents ou non adhérents aux organisations syndicales, ceci conformément à l'article 3 de la convention collective.

Cosidérant en outre avoir fortement insisté auprès des parties sur la nécessité de créer une atmosphère de collaboration dans le respect des droits mutuels des parties : droit de propriété, droit syndical, liberté individuelle, liberté du travail, liberté syndicale.

1° L'usine de Colombes sera réouverte immédiatement et si possible le 14 avril à 14 heures ;

2° Les ouvriers en fonctions le 17 mars 1937 reprendront leur service, sans solution de continuité dans le contrat de travail ;

3° La reprise du travail sera différée de deux jours pour quatre ouvriers et ouvrières désignés par par la Direction ;

4° Aucun salaire ne sera payé pour la durée de la cessation du travail.

GIRONDE

BORDEAUX

A la suite d'incidents survenus dans certains établissements, nos amis ont précisé leur position :

1° A l'égard des récupérations ;

2° A l'égard de certains mouvements de grèves.

Le Syndicat Professionnel de la Métallurgie (C.F.T.C.) tient à préciser sa position devant la tentative de récupération aux Usines Motobloc des heures de la journée fériée du lundi de Pâques.

Il tient tout d'abord à marquer que les licenciements auxquels il a été récemment procédé dans d'autres établissements métallurgiques de notre ville, permettent d'affirmer que d'une manière générale, il paraissait réellement peu indiqué de la part des entreprises de réclamer le bénéfice de cette récupération.

Mais fermement attaché au respect des contrats et de la légalité, il déclare que la faculté d'user de cette récupération étant reconnue de droit aux entreprises par le texte même de la loi sur la semaine de 40 heures (décret du 27-10-36), il ne convenait pas aux travailleurs de s'y opposer.

Désireux d'éviter tout incident fâcheux de nature à rompre la solidarité ouvrière et de provoquer des troubles préjudiciables au pays, il croit devoir cependant protester contre les atteintes inadmissibles à la liberté du travail que ses membres ont subies à cette occasion.

Placé brutalement devant le fait accompli en étant mis en présence du mouvement de grève déclenché subitement aux Chantiers de la Tonne à la suite du débauchage d'ouvriers dont on pouvait cependant prévoir le licenciement par suite du départ du croiseur « Gloire ».

Nous dénonçons la mauvaise organisation actuelle de la profession qui ne peut éviter de plonger périodiquement les ouvriers dans cette affreuse plaie sociale qu'est le chômage.

Nous constatons cependant qu'en déclenchant ce mouvement, subi contre leur gré par un nombre important d'ouvriers, les responsables de cette initiative ont rompu l'engagement qu'ils avaient librement signé de la convention collective prévoyant que le travail ne peut être arrêté sans un préavis réciproque d'une semaine.

Et mettons en garde tous les travailleurs contre ces pratiques déplorables qui risquent de provoquer des événements regrettables pour la classe ouvrière et pour le pays.

Le Syndicat Chrétien de la Métallurgie et parties similaires déclarent qu'il reste résolu, plus que jamais, à poursuivre son action sur le terrain professionnel pour obtenir une réelle amélioration des conditions matérielles et morales des ouvriers et de leurs familles dans le cadre des lois dont il entend poursuivre l'amélioration dans la légalité et le respect mutuel des droits de chacun et des signatures librement échangées.

RHONE

LYON

A Pont-de-Chéruy (Isère), nos camarades subissent une grève déclenchée pour un motif ridicule, pour ne pas dire plus. La grève qui dure depuis le 7 avril et qui a vu l'occupation des locaux jusqu'au 14, a été déclenchée par le déplacement d'un délégué ouvrier par la direction et le refus de celle-ci de le mettre alors à un poste indiqué par les représentants de la C.G.T.

Tout cela n'est qu'un prétexte. La vérité est tout autre. Les établissements Gindre et Duchavy s'étaient acquittés scrupuleusement de toutes leurs obligations et, par là, avaient montré leur souci de paix et de collaboration sociale constructive.

Les meneurs extrémistes n'avaient pu, malgré tous leurs efforts, déclencher de mouvement de grève jusque là. Les camarades qui les suivent ou les subissent vont, hélas ! faire, une fois de plus, les frais de ce débordement anarchique.

Nos camarades s'emploient à mettre fin à ce scandale qui déshonore la classe ouvrière et la déconsidère un peu plus en la montrant comme incapable de travailler à la construction de cet ordre nouveau dont elle doit retirer un bien-être accru et que des actes semblables ne peuvent que retarder ou compromettre.

Salaires Aviation - Couteliers détaillants et de quelques additifs à la convention de la Métallurgie de la Région Parisienne

NOTA. - Les chiffres ci-dessous doivent être majorés de 20 % en application de la semaine de 40 heures, de 8.50 % de l'arbitrage de M. Oualid, et des 0.35 de l'heure de l'arbitrage de M. Villette.

Réparateurs d'automobiles (garages)

Cet accord implique la reconnaissance et l'application intégrale de la Convention du 13 juin de la métallurgie parisienne avec effet rétroactif à la date du 8 juin 1936.

Barèmes, salaires minima

Ajusteurs professionnels, met-	7 »
teur au point, mécanicien.	6 80
Professionnel électricien	7 20
Tourneur	6 20
Ouvrier spécialisé	6 20
O. S. pneu montage et dé-	6 10
montage, graissage	5 »
Manœuvre homme	4 25
Manœuvre femme	6 »
Magasinier	5 50
Manœuvre magasinier	5 50

Carrosserie - Réparation

Charron	6 50
Ferreux	6 80
Forgeron	7 50
Frappeur	6 70
Menuisier en voiture	6 70
Monteur, limeur, finisseur	6 50
Moutier, scieur de débit.	6 25
Peintre réchamps	7 15
Peintre professionnel	6 60
Peintre apprêteur	6 25
Peintre ponçeur, polisseur	6 10
Polisseuse lustruse	5 10
Piqueuses (housse et garni-	4 90
ture)	7 50
Sellier-coupeur	6 50
Sellier établi	6 50
Sellier-confectionneur	6 25
Sellier-garnisseur	7 »
Tôlier bricoleur	7 20
Tôlier formeur	8 »
Touilleux	7 50

JEUNES APPRENTIS

Première année	2 »
Deuxième année	3 »
Troisième année	4 50

Prime de 1 p. cent sur les salaires pour l'entretien d'outillage des menuisiers, lorsque la valeur de leur outillage n'excède pas 300 fr.

Art. 3. - L'application de la journée de 8 heures.

Art. 4. - L'application de la semaine anglaise, la demi-journée de la semaine anglaise pourrait être, en principe, le samedi après-midi ou le lundi matin ou une autre demi-journée, d'un commun accord entre patrons et ouvriers.

Art. 5. - Dans la mesure des besoins du service, il sera possible de faire travailler en supplément des 8 heures, à condition que, dans la semaine, il soit donné un repos ou que les heures supplémentaires soient compensées par récupération en diminuant d'autant les heures de travail de la semaine suivante.

Art. 6. - Il est entendu que les ateliers de réparations, ne sont pas assimilés à la fabrication.

Art. 7. - Les ouvriers employés le temps légal s'interdisent tout travail en dehors.

Art. 8. - Le barème des salaires ci-dessus est applicable dans la région parisienne.

Modeleurs - Mécaniciens

Lorsque à titre exceptionnel des heures supplémentaires seront faites, elles devront être obligatoirement récupérées dans la quinzaine.

Elles seront majorées suivant le tableau ci-contre :

Les deux heures au-dessus de l'heure normale de sortie	33 %
Les heures du samedi après-midi	33 %
Les heures au delà, les dimanches et jours fériés	50 %

SALAIRES

Art. 8. - Dans l'ensemble des ateliers de modelage de la région parisienne, les salaires seront payés suivant les bases suivantes :

SALAIRE D'APPRENTISSAGE

Dans les maisons de modelage ou l'apprentissage sera organisé, il ne pourra l'être que conformément aux lois.

Toutefois, à seule fin d'avoir une base de rémunération pour les apprentis, il est entendu que le salaire à la fin de l'apprentissage ne pourra être inférieur à 3 fr. 50 de l'heure.

Le salaire des jeunes gens devra suivre une échelle progressive, suivant les aptitudes de ceux-ci. (Le délégué d'atelier pourra être consulté pour établir ce salaire.)

Une augmentation de 8 à 15 % s'appliquera à tous les salaires payés au 15 juin et entrera en vigueur à partir de cette date.

De ce fait, et à titre indicatif, les salaires de :

5 à 7 francs auront une augmentation horaire de 0 fr. 85 ;

7 à 8 fr. 35 auront une augmentation horaire de 0 fr. 75.

Le tarif de 8 fr. 40 passe à 9 fr. 10.

Ce tarif pourra être dépassé suivant les qualités professionnelles propres à chaque ouvrier, sans pourcentage de temps de présence par atelier.

Les manœuvres, vernisseurs, vernisseuses seront rémunérés suivant le contrat collectif de la métallurgie.

Aviation

INDUSTRIES AERONAUTIQUES

Les chiffres ci-dessous doivent être majorés de 20 p. cent en application de la semaine de 40 heures ;

des 8,50 p. cent de l'arbitrage de M. Oualid, et des 0.35 de l'heure de l'arbitrage de M. Villette.

SALAIRE MINIMUM GARANTI

Traceur bateau d'aviation	8 50
Chaudronniers formeurs d'aviation	8 50
Chaudronniers, tôliers, tuyautiers d'aviation	8 10
Modelleurs, mécaniciens d'aviation	9 »
Professionnels qualifiés d'outillage d'aviation (ajusteurs et machines)	8 »
Touilleux, forgerons, outillage, traceurs d'aviation, Professionnels, études machines, ajustage, laboratoire d'aviation	7 70
Soudure autogène brevetés d'aviation	7 50
Héliers métal, finisseurs d'aviation	8 05
Héliers métal, ébaucheurs d'aviation	7 40
Héliers bois d'aviation	7 75
Menuisiers d'études d'aviation	7 25
Professionnels machines, fabrication cellules aviation	7 50
Ajusteurs fab., ajusteurs monteuses, électriciens aviation, câbles-épissoirs, soudeurs, étameurs, scieurs au trait, mécaniciens de piste, forgerons de fabrication, riveurs professionnels main et mécaniciens volants d'aviation	7 25
Peintres en lettres d'aviation	7 75
Peintres, menuisiers, monteuses fuselages et ailes et de champ et sauteurs d'aviation	7 »
Enduiseurs, vernisseurs pistolet d'aviation	6 70
Ouvriers spécialisés sur machines et découpeurs d'aviation	6 50
Ouvriers spécialisés sans machine d'aviation	6 30
Régulateurs d'aviation	8 40
Soudure brevetés d'aviation	6 60
Entouleurs professionnelles d'aviation	5 50
Ouvriers spécialisés sur machines d'aviation	5 30
Ouvriers spécialisés sans machine, aide-magasiniers et contrôle d'aviation	5 »
Manœuvres gros travaux d'aviation	5 30
Manœuvres petits travaux d'aviation	5 »
Aide-magasiniers réceptionnaires hommes d'aviation	5 70
Femmes de ménage d'aviation	4 60
Apprentis 1 ^{re} année d'aviation	2 »
Apprentis 2 ^e année d'aviation	3 »
Apprentis 3 ^e année d'aviation	4 50
Jeunes ouvriers spécialisés (14 à 15 ans) aviation	3 25
Jeunes ouvriers spécialisés (15 à 16 ans) aviation	4 25
Jeunes ouvriers spécialisés (16 à 18 ans) aviation	5 25
Gardiens et veilleurs de nuit d'aviation	4 75

Les ouvriers d'entretien sont assimilés à leurs catégories professionnelles.

BARÈME DES SALAIRES

MOTEURS D'AVIATION

Outillage (Machines et Ajustage).	
Ouvriers professionnels 1 ^{re} catégorie	8 40
Ouvriers spécialisés 2 ^e catégorie	7 50
Manœuvres spécialisés	6 90

Fabrication (Machines et Ajustage et mise au point).

Ouvriers professionnels	8 40
Ouvriers spécialisés travaillant sans régulateur	7 50
Manœuvres spécialisés ou ouvriers de fabrication ayant besoin d'un régulateur	6 90

Chaudronnerie.

Chaudronnier formeur	8 40
Chaudronnier tôlier et tuyautier	7 50
Manœuvres spécialisés	6 90

Forgerons.

Forgeron à la main, 1 ^{re} catégorie	8 40
Forgeron, 2 ^e catégorie	7 50
Aide forgeron ou frappeur	6 90

Traitement thermique.

Trempeur outillage	8 40
Trempeur cimenteur	7 30
Manœuvres spécialisés (chauffeurs de gaz, etc.)	6 90

Vérification.

Contrôleurs	8 40
Vérificateur	7 50
Manœuvres spécialisés	6 90

Ouvrières.

Ouvrières travaillant sur machines	6 25
Ouvrières vérificatrices et divers	5 50
Manœuvres	5 45
Régulateurs (demi-heure battement)	8 75
Entretien :	
Assimilés aux 2 ^e catégories.	7 50
Manœuvres spécialisés	6 90

Fonderie. Moteurs d'aviation.

Remouleurs, mouteurs, noyauteurs professionnels, 1 ^{re} catégorie	8 70
Mouleurs, noyauteurs professionnels, 2 ^e catégorie	8 25
Mouleurs machine sur grosse machine	7 50
Mouleur machine petite machine	7 25
Sableurs et fondeurs	7 25
Aides-fondeurs	6 75
Meuleurs, ébarbeurs professionnels, manœuvres spécialisés étuve et lingotière.	7 25

Manœuvres spécialisés sablerie, refroidisseurs, étuves, fours 6 75 || Noyauteurs | 6 25 |
| Manœuvres pontonniers | 6 » |
| Manœuvres | 5 45 |

Fonderie Elekron.

Supplément horaire de 0 fr. 25 pour toutes les catégories ci-dessus.

Modelleurs métal.

Ouvriers professionnels, 1 ^{re} catégorie	8 40
Ouvriers spécialisés 2 ^e catégorie	7 50
Manœuvres spécialisés	6 90
Traceurs	8 75
Modelleurs mécaniciens bois.	9 »

En plus des additifs de la convention collective de la métallurgie de la Région parisienne que nous avons vu nécessaire de faire paraître ici, pour aider nos amis dans leur travail, nous reproduisons aujourd'hui le contrat qui fut signé dans la métallurgie de Paris.

Convention collective de travail

entre

LA CHAMBRE SYNDICALE DES COUTELIERS DÉTAILLANTS DE FRANCE (RÉGION DE PARIS),

D'UNE PART,

ET

1^o LE SYNDICAT DES MÉTAUX ET PARTIES SIMILAIRES C.G.T. (SECTION DE LA COUTELLERIE),

2^o LE SYNDICAT DE LA MÉTALLURGIE ET PROFESSIONS CONNEXES C.F.T.C. (SECTION DE LA COUTELLERIE).

D'AUTRE PART.

Article Premier. - Le présent contrat règle les rapports entre patrons et ouvriers couteliers de la région parisienne, pour la région définie ci-après : Seine et Seine-et-Oise.

Article 2. - Droit syndical. - (Contrat métallurgie).

Article 3. - Salaires.

a) Jeune homme sortant d'apprentissage (18 ans), 4.50 ;

b) de 19 à 20 ans, suivant capacité, de 5 fr. à 5.25 ;

c) Ouvrier sortant du régiment assurant bien le travail, 5.50 ;

d) Ce même ouvrier atteindra au bout de 6 mois, 6 fr. ;

e) Ouvrier donnant toute confiance et satisfaction dans le travail, 6 fr. 50.

Article 4. - Délai-congé. - (Contrat métallurgie).

Article 5. - Congés payés. - (Suivant la loi).

Article 6. - Durée du travail. - Selon la loi en vigueur.

Article 7. - Commission mixte. - Tout litige survenant à la présente convention sera réglé par une Commission mixte composée de deux délégués patronaux et de deux délégués du syndicat ouvrier.

Article 8. - Durée de validité. - La présente convention sera appliquée à partir du 1^{er} août pour une durée d'une année.

Elle sera continuée par tacite reconduction par période d'une année, à moins qu'elle ne soit dénoncée dans les conditions prévues par l'article 31m du Livre I Titre II, Chapitre IV bis du Code du Travail.

Fait à Paris en 10 exemplaires.

Le 5 août 1936,

Pour le Syndicat patronal :

ILLISBLE, ILLISBLE

Pour les Syndicats Ouvriers :

A. TUTON P. RUMELHARD (C.G.T.) (C.F.T.C.)

Additif concernant l'industrie téléphonique et télégraphique

Professionnels d'outillage : traceur, outillage, graveur outillage, rectifieur outillage, ajusteur outillage, tourneur outillage, fraiseur outillage (première main).

Professionnels d'outillage : traceur outillage, graveur outillage, rectifieur outillage, ajusteur outillage, fraiseur outillage (deuxième main)

Trempeur outillage 7 75 || Forgeron main | 7 50 |
Tôlier planeur	8 20
Serrurier traceur	7 60
Serrurier (ajusteur perceur).	6 70
Aide serrurier (jeune), 3, 4	5 »
Réguleur sur machine automatique	7 75
Réguleur machine, semi-auto et divers	7 50
Ouvrière spécialisée : femme sur machine, y compris découpeuse et soudeuse électrique, décolleteuse	5 30
Soudeuse autogène (licenciée) et à l'arc	6 »
Cisaillier	6 75
Magasinier (pouvant tenir fiches et documents)	6 »
Manœuvre homme gros travaux, aide-chauffeur	5 40
Homme de four, émailleur, cuisson et recuit magnétique	6 75

Electricien et ouvriers professionnels d'entretien 6 80 || Professionnel machine fabrication deuxième main, tourneur, fraiseur, rectifieur, alésur, mortaiseur, raboteur, ajusteur | 7 20 |
Professionnels machine fabrication première main, tourneur, fraiseur, rectifieur, alésur, mortaiseur, raboteur, ajusteur	7 75
Affûteur outillage	7 25
Décolleteuse sur brouet	6 »
Décolleteur régulier	7 75
Magasinier emballage	4 60
Câbleur travailleur sur schéma et plan	8 »
Câbleur formeur	6 50
Peintre en lettres	8 »
Peintre au pistolet et en finition	7 15
Cableuse sur formes	5 »
O. S. homme montage	6 10
Réguleur d'organes et sur baies	7 25
Monteuse	5 »
Soudeuse	5 25
Ebéniste	7 25
Menuisier	6 70
Emballleur	6 70
Vernisseur	7 »
Polisseur professionnel	7 50
Nicqueur professionnel	7 50
O. S. homme aide aux baies, polisseuse, sableur	6 50
O. S. femme, aide aux baies.	5 25
Ouvrière polisseuse	6 25
Monteur tableaux, baies, équipement	7 25
Bobineuse sur tours auto	5 »
Bobineuse à main	5 25
Attacheuse	4 60
Réguleuse d'organes	5 25
Vernisseuse au tampon et au pistolet	5 25
Horloger	7 »
Testeur (première catégorie).	8 »
Testeur (deuxième catégorie).	7 50
Vérificateur d'organes	7 25
Vérificateur d'outillage	8 20
Vérificateur d'atelier	7 »
Compteur de pièces, contrôleur auxiliaire	6 10
Contrôleuse en mécanique	4 90
Contrôleuse étalon (contrôle électrique)	5 25
Manœuvre femme (femme de ménage)	4 25
Chauffeur chaudière (jour)	6 20
Vérificateur mécanicien, salle d'essai (première catégorie)	8 »
Vérificateur mécanicien, salle d'essai (deuxième catégorie)	7 50
Modelleur mécanicien	7 75
Modelleur sur bois	9 »
Machiniste sur bois (toupilleur, raboteur, etc.)	7 25

EXTÉRIEUR

Testeur dépanneur (première catégorie) 8 » || Testeur dépanneur (deuxième catégorie) | 7 50 |
Monteur (première catégorie).	7 50
Monteur (deuxième catégorie)	7 »
Aide monteur, ouvrier spécialisé	6 10
Poseur de câble	5 40

DÉPLACEMENTS

6 francs pour un déplacement dans Paris pour le personnel travaillant habituellement en atelier.

Fabrication de scies

SCIES A RUBANS

PLANEURS :

Première main toutes largeurs	7 20
Deuxième main jusqu'à 100% de largeur inclus	7 »
Troisième main jusqu'à 50% de largeur inclus	6 50

BRASEURS :

Première main tous travaux de brasure avec planage (dans toutes les dimensions) 7 20 |

Deuxième main tous travaux de brasure avec planage (dans toutes les dimensions) 6 75 |

Troisième main brasure à la ligature 6 50 |

AFFUTEURS :

Première main toutes largeurs et toutes dentures (avoyées ou écrasées) 7 30 |

Deuxième main dentures moyennes, affûtées avec voie à la main ou à la machine 6 50 |

Petite main 6 10 |

DENTEURS :

Assimilés à la catégorie : ouvriers spécialisés sur machine 6 25 |

SCIES CIRCULAIRES

PLANEURS :

Première main tous diamètres 7 20 || Deuxième main jusqu'à 1m.20 de diamètre inclus | 7 » |
| Troisième main jusqu'à 800% de diamètre inclus (et scies circulaires diverses) | 6 50 |

MEULEURS RODEURS :

Assimilés à la catégorie : ouvriers spécialisés sur machines 6 25 |

DENTEURS :

Assimilés à la catégorie : ouvriers spécialisés sur machine 6 25 || Affûteurs | 6 25 |

Ouvriers et ouvrières en fermail

SALAIRES HORAIRES MINIMA GARANTIS

OUVRIERS TOUTES CATÉGORIES

Apprêteur découpeur	6 25
Attacheuse	4 90
Attacheuse soudeuse	5 30
Bijoutier	7 »
Découpeuse	5 30
Découpeuse petite machine et découpoir	4 90
Doreur nickelleur	6 80
Manœuvre femme	4 25
Manœuvre femme à l'appro- visionnement des machines.	4 60
Manœuvre homme	5 »
Manœuvre gros travaux	5 »
Monteur toute main	6 25
Monteuse	4 90
Doublieuse	4 50
Outilleur	7 75
Polisseur des fermoirs	7 »
Soudeur traceur	6 50